







CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHÉ SUBSÉQUENT DE L'ACCORD-CADRE Consultation n° 2025_128

« Travaux Rénovation Réhabilitation Construction pour les
établissements de santé du GHT Sud Lorraine »

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE RESTRUCTURATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR

LOT 15 REVÊTEMENTS DE SOLS

MAITRISE D'OEUVRE			
<p>Architecte mandataire</p>  <p>FRANÇOIS HENRION MALGRAS ARCHITECTES</p> <p>52 Imp. de Montreville 54000 NANCY 03.83.96.24.88</p>	<p>BET co-traitant Structure - VRD</p>  <p>Economie - Technicité - Ingénierie - Coordination</p> <p>99 Avenue Carnot 54130 SAINT-MAX 03.83.20.10.00</p>	<p>BET co-traitant Thermique - Fluides</p>  <p>LOUVET BUREAU D'ETUDES</p> <p>15 Avenue de la Garenne 54000 NANCY 03.83.28.85.85</p>	<p>BET Acoustique</p>  <p>meta ATELIER ACOUSTIQUE</p> <p>12 Rue de Naples 75008 PARIS 01.77.16.86.20</p>

RESTRUCTURATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

CCTP LOT 15 REVETEMENTS DE SOLS

15. REVETEMENTS DE SOLS	1
1. GENERALITES.....	1
1.1. OBJET DU PRESENT C.C.T.P. ENTREPRISE - ETENDUE DES TRAVAUX.....	1
1.2. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)	1
1.2.1. CARACTERE NON LIMITATIF DU C.C.T.P.....	1
1.2.2. PRESENTATION ET ARTICULATION DU PRESENT DOCUMENT	1
1.3. DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS.....	1
1.3.1. DOCUMENTS GENERAUX.....	1
1.3.2. AUTRES DOCUMENTS	1
1.4. CLAUSES ET PRESCRIPTIONS DIVERSES	1
1.4.1. CONTENU DES PRIX	1
1.4.2. PRESTATIONS DUES PAR L'ENTREPRISE.....	2
1.4.3. PROTECTION PENDANT LA PHASE TRAVAUX ET SECURITE DE CHANTIER.....	2
1.4.4. CONNAISSANCE DES LIEUX	2
1.4.5. LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ETAT	2
1.4.6. VERIFICATION DES PLANS - MALFACONS.....	2
1.4.7. PLANS DE DETAILS.....	2
1.4.8. CONFORMITE A LA REGLEMENTATION	3
1.4.9. TRAVAUX PREPARATOIRES	3
1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES	3
1.5.1. REGLES D'EXECUTION GENERALES	3
1.5.2. PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX.....	3
1.5.3. RESPONSABILITE	4
1.5.4. SECURITE	4
1.5.5. NUISANCES.....	4
1.5.6. PLANS.....	4
1.5.7. CHARTE CHANTIER PROPRE	4
1.5.8. ZONE CLIMATIQUE.....	4
1.6. PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	4
2. GENERALITES SPECIFIQUES AU PRESENT LOT.....	5
2.1. RÉGLEMENTATION – NORMES – RÈGLES DE L'ART	5
2.2. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE.....	5
2.3. SPÉCIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES	5
2.3.1. Sols souples / Sols durs.....	5
2.3.2. Tolérance de pose	5
2.3.3. Isolation acoustique.....	6
2.4. PROTECTION DES EXISTANTS	6
2.5. PRODUITS À METTRE EN OEUVRE.....	6
2.6. TRAVAUX PRÉPARATOIRES.....	6
3. DESCRIPTIF DES OUVRAGES	6
3.1. PREPARATIONS - RAVOIRAGE.....	6
3.2. SOL SOUPLE PVC U4P3.....	6
3.2.1. SOL SOUPLE PVC U4P3 HOMOGENE	6
3.2.2. RELEVES PVC EN PLINTHES	7
3.2.2.1. PLINTHES SUR CLOISON PLACO.....	7
3.2.2.2. PLINTHES SUR CLOISON DE LABORATOIRE	7
3.3. REPRISE DE SOL PVC U4P3.....	8
3.3.1. SOL PVC U4P3.....	8
3.3.2. REPRISE PONCTUELLE REMONTEE EN PLINTHES	8
3.4. PROFILS DE TRANSITION	9
3.5. PROTECTIONS MURALES PVC	9

15. REVETEMENTS DE SOLS

1. GENERALITES

1.1. OBJET DU PRESENT C.C.T.P. ENTREPRISE - ETENDUE DES TRAVAUX

Le présent dossier a pour objet l'exécution des travaux du LOT REVETEMENTS DE SOLS relatifs au projet RESTRUCTURATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE pour le compte de HOPITAL DE LUNEVILLE.

Les prestations à la charge du présent lot comprennent tous les travaux du LOT REVETEMENTS DE SOLS ainsi que tous travaux annexes, échafaudage et accessoires nécessaires à la finition complète parfaite de l'œuvre dans le cadre des pièces contractuelles et de la réglementation en vigueur.

1.2. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

1.2.1. CARACTERE NON LIMITATIF DU C.C.T.P

Le C.C.T.P. a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état de leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

1.2.2. PRESENTATION ET ARTICULATION DU PRESENT DOCUMENT

Le présent document est présenté et articulé comme suit :

Clauses et prescriptions générales

Prescriptions techniques particulières

Description des ouvrages

Les clauses et prescriptions énoncées aux articles 1 et 2 ont un caractère général, et elles demeurent implicitement applicables dans le cas de variante ou d'ouvrages modifiés le cas échéant.

Les différents chapitres ci-dessous du présent document ont un caractère complémentaire, et ils ne pourront en aucune façon en cas de divergences éventuelles, être opposés entre eux.

1.3. DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS

1.3.1. DOCUMENTS GENERAUX

L'entrepreneur est contractuellement réputé :

connaître parmi ces documents tous ceux spécifiques aux travaux de son lot, ainsi que ceux qui, le cas échéant, auraient trait à certains travaux de son marché non concernés par les documents spécifiques à son lot, et plus particulièrement tous les documents C.C.T.G. ou D.T.U., les Normes Françaises pour le bâtiment et les Cahiers du C.S.T.B. être en possession de ces documents et en avoir une parfaite et complète connaissance.

1.3.2. AUTRES DOCUMENTS

Avis Techniques du C.S.T.B. pour tous les matériaux et procédés «non traditionnels», entrant dans les travaux du présent lot prescriptions de mise en œuvre du fabricant pour les matériaux pour lesquels elles existent, entrant dans les travaux du présent lot. Pour les prestations n'entrant pas dans le domaine d'application des documents ci-avant, et à défaut des documents techniques précisant les conditions, règles et prescriptions énoncées dans les documents visés au présent chapitre ou à défaut, suivant les conditions et prescriptions énoncées par le fabricant.

1.4. CLAUSES ET PRESCRIPTIONS DIVERSES

1.4.1. CONTENU DES PRIX

Le «prix» comprendra implicitement tous les frais d'installation et d'organisation de chantier, les frais de consommation d'eau, d'électricité, les frais de signalisation de chantier, etc. ..., les frais consécutifs à la réglementation sur l'hygiène et la sécurité du chantier, les frais d'études, d'assurances, etc. ... ainsi que tous autres frais, quels qu'ils soient, relatifs à l'exécution des travaux, en particulier l'échafaudage.

RESTRUCTURATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

Seront compris également toutes les taxes et impôts en vigueur à la date de remise des offres.

1.4.2. PRESTATIONS DUES PAR L'ENTREPRISE

Dans le cadre de l'exécution de son marché, l'entrepreneur devra implicitement :

- la fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché,
- la fixation par tous les moyens de ses ouvrages,
- l'enlèvement de tous les gravois de ses travaux,
- la main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. ... de ses ouvrages en fin de travaux en heures supplémentaires, heures de nuit, etc. ... nécessaires pour respecter les délais d'exécution,
- la prise en charge par l'entreprise des frais généraux du chantier, et tous autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux
- les échafaudages et autres matériels,
- écran de cantonnement et protection des ouvrages conservés,
- les plans d'atelier et de chantier,
- les essais,
- l'implantation des ouvrages,
- un état des lieux par constat d'huissier ou constat contradictoire avec MOA ou MOE

L'entreprise devra toutes les démarches relatives à l'établissement des DICT, et toutes démarches administratives.

1.4.3. PROTECTION PENDANT LA PHASE TRAVAUX ET SECURITE DE CHANTIER

Fourniture et pose d'une protection complète pendant la phase travaux, avec :
mise en place d'un échafaudage par la présente entreprise

Sera comprise dans la présente offre la sécurité de chantier complémentaire avec mise en place de garde-corps, protections, etc... sur toutes les zones non efficacement protégées par l'échafaudage.

1.4.4. CONNAISSANCE DES LIEUX

L'entrepreneur est réputé par le fait d'avoir remis un acte d'engagement :

- s'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux,
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées
- avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux etc. ...
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations, - connaître les disponibilités en eau, en énergie électrique, etc.

En résumé, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux, des plans, des descriptifs, des schémas et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais ainsi que sur la qualité et les prix d'ouvrages à réaliser.

L'entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

1.4.5. LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ETAT

L'entreprise devra se coordonner avec les autres corps d'état sur toutes les questions relatives aux plans de chantier, d'exécution, au planning et autres interfaces.

1.4.6. VERIFICATION DES PLANS - MALFACONS

Vérification des plans

Les plans d'exécution sont à la charge de l'entrepreneur avant le commencement des travaux, il est tenu de vérifier les cotes des plans, coupes, etc. ... et de signaler au Maître d'Œuvre toutes erreurs ou omissions qu'il pourrait constater ou de le rendre attentif à tout changement qui serait éventuellement à opérer. Il sera responsable des conséquences que pourrait entraîner l'inobservation de cette obligation.

Malfaçons

L'entrepreneur est tenu de signaler en temps opportun toutes malfaçons dans les travaux des autres corps d'état qui seraient de nature à lui créer des difficultés dans l'exécution de ses propres ouvrages et de l'obliger à un supplément de fourniture ou de travaux.

Faute par lui de se conformer à cette obligation, le Maître d'Œuvre pourra le déclarer responsable ou lui faire partager la responsabilité de cette malfaçon avec l'entrepreneur ayant exécuté un travail défectueux, et de lui faire supporter tout ou partie des frais nécessités par la reprise des ouvrages non conformes.

1.4.7. PLANS DE DETAILS

L'entrepreneur devra établir tous les plans et dessins de détails que le Maître d'Œuvre jugera utiles à la bonne exécution des ouvrages et devra vérifier les plans et détails établis par la maîtrise d'œuvre. Ces plans et dessins seront établis d'après le projet du Maître d'Œuvre, et devront respecter le repérage, les dispositions, principes et aspects des plans de

RESTRUCTURATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

ce dernier, et permettre l'établissement d'un document de synthèse par simple récolement des documents particuliers.

Ces plans et dessins seront toujours établis à une échelle en rapport avec les dimensions des ouvrages afin de faire apparaître clairement tous les détails de l'exécution. Ils seront cotés et indiqueront toutes les dimensions, sections, diamètres, etc. ... utiles.

Tous les plans et dessins seront remis pendant la phase de préparation de chantier ou sur autorisation du Maître d'Ouvrage, dans un délai de 3 semaines avant l'exécution des ouvrages concernés. Faute de respect de ce délai, les pénalités de retard pour non remise de documents seront appliquées.

1.4.8. CONFORMITE A LA REGLEMENTATION «SECURITE INCENDIE»

Il est rappelé que, dans le cadre d'un marché de travaux, l'entrepreneur doit mettre en œuvre des matériaux, produits et composants de construction qui doivent être conformes aux prescriptions contractuelles pour ce qui est de leur provenance, et de leurs qualités, caractéristiques et performances.

Dans le cadre de cette obligation les entrepreneurs devront, pour tous les ouvrages de leur marché concernés par la Réglementation «sécurité contre l'incendie» assurer et garantir une mise en œuvre des matériaux concernés absolument conforme aux conditions de mise en œuvre spécifiées dans les procès-verbaux d'essai au feu du matériau considéré.

1.4.9. TRAVAUX PREPARATOIRES

La préparation du terrain comprend :

- La recherche par sondages et la protection des câbles et réseaux enterrés ou aériens.
- La mise hors service des installations.
- Le bouchonnage des réseaux.
- Le dévoiement si nécessaire.
- Le plan de récolement des installations.

1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

1.5.1. REGLES D'EXECUTION GENERALES

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art et avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

A ce sujet, il est formellement précisé à l'entreprise qu'il lui sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plusvalue pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées. La démolition de tous les travaux reconnus défectueux par le Maître d'Oeuvre, et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous les frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

1.5.2. PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX

Généralités

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mise en œuvre, seront toujours de 1ère qualité, suivant indication de provenance et type du C.C.T.P.

Dans tous les cas où un matériau ou un produit est défini dans le présent C.C.T.P. par une marque nommément désignée, et la mention «ou SIMILAIRE», l'entrepreneur aura la faculté de faire agréer par le Maître d'Oeuvre un produit d'une autre marque sous réserve que ce produit soit similaire et équivalent. En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra substituer un matériau de son choix à l'un de ceux prévus au présent C.C.T.P. sans accord du Maître d'Oeuvre.

Prescriptions concernant les matériaux en général

Tous les matériaux seront neufs et de 1ère qualité en l'espèce indiquée.

Les matériaux quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du C.C.T.P., le Maître d'Oeuvre aura toujours le droit absolu de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Agrément - Essais - Analyses

Pour tous les matériaux et objets fabriqués soumis à un «Avis technique» du C.S.T.B., l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que les matériaux titulaires de cet «Avis Technique» et il devra toujours être en mesure, à la demande du Maître d'Oeuvre, d'en apporter «la preuve».

L'entrepreneur sera tenu de produire à toute demande du Maître d'Oeuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.

Le Maître d'Oeuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

RESTRUCTURATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

1.5.3. RESPONSABILITE

L'Entreprise assurera sous sa responsabilité pleine et entière, la protection et la bonne tenue des ouvrages voisins et de l'existant, et prendra une assurance spéciale couvrant les risques aux voisins et aux existants pendant toute la durée du chantier. Un constat sera dressé par un huissier.

1.5.4. SECURITE

L'Entreprise devra se conformer aux règlements de sécurité, et notamment :

- mise en place de tous dispositifs assurant la sécurité du chantier
- prévoir pendant toute la durée des travaux un matériel de premier secours contre les risques d'incendie et d'effondrement.

1.5.5. NUISANCES

Les travaux se feront pendant les heures prévues aux règlements de la lutte contre le bruit en vigueur.

Les moteurs d'engins seront équipés conformément aux arrêtés interministériels du 11 avril 1972.

Le nettoyage permanent des accès du chantier sur les voies publiques ou privées ainsi que des abords, est à la charge du présent lot. Il en sera de même de l'entretien en cours de chantier, et de la remise en état éventuelle en fin de chantier des voies d'accès.

1.5.6. PLANS

Les plans d'exécution sont à charge des entreprises.

L'Entreprise aura également à sa charge l'intégralité des plans d'atelier et de chantier.

1.5.7. CHARTE CHANTIER PROPRE

L'Entreprise devra signer et se conformer à la "Charte Chantier à faible impact environnemental" mise en place sur l'opération.

La démarche d'un « Chantier propre » s'inscrit dans une approche globale de management de la Qualité Environnementale. **Le respect de ces exigences est obtenu grâce à des mesures préventives, de contrôles et de corrections.**

Un responsable environnemental sera désigné par chaque entreprise ou groupement.

Les responsables de la démarche environnementale sur le chantier et le responsable environnemental désigné par l'entreprise s'assurent du respect de la charte à tous les stades de l'avancement du projet.

Le Maître d'Ouvrage possède le pouvoir de sanction, en fonction de l'inobservation éventuelle des exigences de la charte par certaines entreprises concernant l'information du personnel, les mesures de protection de la santé des ouvriers et de l'environnement, la propreté du chantier, le tri des déchets et le respect des plages horaires des activités.

1.5.8. ZONE CLIMATIQUE

La zone climatique d'intervention est la zone H1b.

1.6. PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Le chantier cité en objet est soumis en matière de sécurité dans ses différentes phases aux nouvelles dispositions de la loi 93.1418 du 13 décembre 1993 et du décret 94.1159 du 26 décembre 1994.

Cette réglementation vise à l'intégration de la sécurité dès la phase de conception et organise la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé par la nomination de coordination de SPS dont la mission s'exerce lors des phases d'études des projets.

Obligations des Entreprises à participer activement à cette coordination.

transmettre au coordinateur SPS tous les éléments permettant d'établir le Dossier d'Intervention Ultime sur l'Ouvrage (DIUO) se rapportant à leurs marchés 1 mois avant la fin du délai contractuel. A défaut, les pénalités pour non remise des documents seront appliquées.

participer aux réunions d'organisation de la coordination provoquées par le Coordinateur

assister à la visite d'inspection commune préalable à toute intervention sur le chantier

faire approuver son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé avant le début des travaux

désigner les représentants de l'entreprise qui devront siéger et participer au Collège interentreprises de Sécurité, de Santé et des conditions de Travail, s'il en est créé un.

Les prix remis par les entreprises pour leurs ouvrages comprendront les frais dus aux observations et obligations directes ou indirectes précisées dans le PGC SPS.

RESTRUCTURATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

2. GENERALITES SPECIFIQUES AU PRESENT LOT

2.1. RÉGLEMENTATION – NORMES – RÈGLES DE L'ART

Les travaux seront exécutés suivant DTU, les règlements et normes en vigueur.

La liste ci-après est destinée à rappeler les principaux textes, elle n'est pas limitative. Dans tous les cas les travaux seront exécutés selon les prescriptions du fabricant.

Sols souples :

- DTU 53.2 revêtement de sols plastiques collés.
- Les normes NF.
- Avis techniques du CSTB des mortiers colles et enduits de lissage utilisés.
- Normes AFNOR P 90-202
- Cahier du CSTB
- N° 286 livraison 35
- N° 671 de février 66 livraison 78 qualité acoustique des revêtements de sols.
- N° 1005 et 1006 livraison 115 de décembre 70 : directives communes pour l'agrément des revêtements de sols minces et plastiques.
- N° 1504 livraison 189 de mai 78, notice sur le classement UPEC des locaux et des revêtements de sols minces.
- N° 35, livraison 286 : cahier de préparation des ouvrages en vue de la pose des revêtements de sols minces.
- N° 744 livraison 85 : prescription pour la réalisation des joints soudés à chaud sur les revêtements de sols vinyliques.
- N° 1645 livraison 208 d'avril 80: cahier des prescriptions techniques d'exécution des enduits de lissage de sols intérieurs.
- Guide pour la rénovation des revêtements de sol, cahier 2055-2 du CSTB.
- Règles de pose en constructions neuves et rénovation
- Cahier du CSTB :
- N° 2183 notice sur classement UPEC
- N° 2455 d'octobre 1990
- N° 1936 directives pour le classement des produits de lissage de sols.

Sols durs – Faïences :

- DTU 52.1 Octobre 1975 revêtements de sols scellés et ses additifs.
- DTU 55 Avril 1961 revêtements muraux scellés.
- CPT 255.
- Avis techniques du CSTB.
- Normes NF :
- NFP 61331 et 332 carreaux de faïence
- NFP 61311 produits céramiques • NFP 61405 groupe B
- NFP 61408 groupe B3
- NFP 61403 carreaux de grès émaillé
- Avis techniques du CSTB des mortiers colles et enduits de lissage utilisés

2.2. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

L'entrepreneur est censé parfaitement connaître les conditions de son intervention sur le chantier et en particulier :

- le contexte,
- les obligations de coordination avec les autres corps d'état (chauffage, plomberie et électricité en particulier), les délais d'intervention.
- Une réception des supports est à prévoir avec les lots gros-oeuvre, plâtrerie, menuiserie, avant toute intervention.

2.3. SPÉCIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES

2.3.1. Sols souples / Sols durs

2.3.2. Tolérance de pose

Caractéristiques requises pour les supports en béton des revêtements de sols collés ou scellés, les supports seront livrés au niveau voulu, plans, propres, secs et non friables et répondant aux tolérances de planéité ci-après :

- Sur supports constitués d'une dalle surfacée ou d'une chape mince tolérance de planéité :
- 7 mm sous règle de 2 m
- 2 mm sous règle de 0.20 m
- Sur supports constitués d'une chape rapportée ou d'une chape mince, tolérance de planéité :
- 5 mm sous règle de 2 m
- 1 mm sous règle de 0.20 m

Avant pose, l'entrepreneur aura à vérifier les tolérances de planéité conformément au DTU.

RESTRUCTURATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

2.3.3. Isolation acoustique

L'entrepreneur vérifiera que les valeurs maximum des niveaux de pression acoustique à la réception n'excèdent pas les seuils fixés par la réglementation du 28 octobre 1994 considérant que les sols sont réalisés en béton. Transposition des normes européennes dans la réglementation française, date d'application au 1er janvier 2000.

2.4. PROTECTION DES EXISTANTS

L'entreprise prendra toutes dispositions et toutes précautions lors de l'exécution de ses travaux et mettra en place toutes protections nécessaires afin :

- d'éviter la propagation des poussières vers les autres locaux,
- d'assurer la protection des ouvrages contigus (menuiserie , appareillage divers, etc...).

2.5. PRODUITS À METTRE EN OEUVRE

Le choix des produits et des fournisseurs devra se faire parmi des fabricants notoirement connus. Ce choix est à faire suivant l'aptitude à la fonction des produits selon la protection ou l'état de finition recherché. Les fiches techniques des produits seront communiquées pour avis au Maître d'oeuvre avant toute application.

2.6. TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Le brossage sur bois, ciment, mortier, pierre ou béton consiste à enlever à la brosse dure les taches de mortier, coulis de laitance, etc..., ainsi que souillures et peintures peu adhérentes.

Le brossage sur métaux consiste à enlever par frottage et brossage toutes les crasses, souillures, rouilles, calamines et peintures peu adhérentes.

Le masticage des trous, crevasses et éclats divers sur bois neufs. La reprise des joints et éclats divers sur maçonneries et supports plâtre

3. DESCRIPTIF DES OUVRAGES

3.1. PREPARATIONS - RAVOIRAGE

Après dépose du complexe de revêtement de sol existant à la charge du lot DEMOLITIONS-PURGES, l'entreprise devra l'ensemble des prestations relatives à la fourniture et pose d'un ragréage fibré autolissant voir ravoirage en fonction de l'état et de la planéité du support :

- Dépoussiérage et nettoyage préalable des supports
- Ragréage fibré P3 (épaisseur 30mm maximum) ou ravoirage (ép. 50mm maximum) suivant état des supports
- Application selon prescription du fabricant

Pour les revêtements collés, l'application d'un enduit de lissage est obligatoire avec un produit bénéficiant d'un classement P3 / Classement retenu : U4 - P3.

Cet enduit sera exécuté conformément au « cahier des prescriptions techniques d'exécution des enduits de lissage de sols intérieurs ».

Dans le cas de micro-fissures et de joints secs ou de joints de retrait du dallage et de fissures préalablement traités, on doit prévoir un primaire d'accrochage avant exécution de l'enduit.

En outre, un primaire doit être appliqué dès lors qu'il s'agit d'un local classe P3 ou que les produits de lissage ne sont pas adjuvantés au moyen d'une résine liquide fournie avec le sac.

La parfaite planéité des supports, et notamment au droit des portes, est nécessaire afin de garantir l'étanchéité des locaux. Un contrôle après préparations des sols est à prévoir ainsi que la réception des supports par les lots Cloisonnement et Menuiserie intérieure

Localisation :

Tous locaux de la PUI - LOCAUX STERILES

3.2. SOL SOUPLE PVC U4P3

Localisation :

Tous locaux de la PUI - LOCAUX STERILES

3.2.1. SOL SOUPLE PVC U4P3 HOMOGÈNE

L'entreprise devra, après dépose du sol existant à sa charge s'il y a dans l'existant, l'ensemble de prestations relatives à la fourniture et à la pose d'un revêtement PVC en rouleaux de type homogène, compatible avec le milieu hospitalier :

RESTRUCTURATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

- Monocouche PVC teinté dans la masse, calandré et pressé
- Traitement de surface permettant un effet mat avec un entretien facilité et résistant aux produits hospitaliers
- Excellente résistance au trafic intense et aux produits hospitaliers
- Décors et teintes au choix de l'Architecte suivant localisations (plusieurs références à prévoir)

Caractéristiques du matériau :

- Revêtement de la gamme MIPOLAM BIOCONTROL PERFORMANCE de chez GERFLOR ou équivalent
- Épaisseur totale : 2 mm
- Tenue au feu : Bfl - s1
- Classement UPEC : U4P3E2/3C2
- Produit antistatique et résistant aux produits hospitaliers
- Activité anti-virale selon la norme ISO21702, et activité anti-bactérienne selon la norme ISO22196
- Isolation phonique minimum au bruit de choc 5dB
- Classement selon la norme EN 685 : 34
- Glissance R9
- Finition mate
- Sa composition sera exempte de formaldéhyde, de phtalates, de métaux lourds et de substances CMR vPvB (très persistantes et très bioaccumulatives) et PBT (persistantes, bioaccumulatives et toxiques)
- Émissions dans l'air TCOV < 10 µg / m³, classement NF UPEC A+
- Matériaux 100% recyclable

Mise en œuvre :

- Pose au moyen d'une colle préconisée par le fabricant, sans solvant et à très faible émission, en respectant les prescriptions d'utilisation
- Compris remontées en plinthes périphériques avec profils complets PVC pour parfaite finition, à la charge du présent lot et décrit ci-après
- La pose du revêtement sera effectuée dans les règles de l'Art selon le DTU 53.2.

Localisation :

Tous locaux de la PUI - LOCAUX STERILES

3.2.2. RELEVES PVC EN PLINTHES

3.2.2.1. PLINTHES SUR CLOISON PLACO

L'entreprise devra l'ensemble de prestations relatives à la réalisation de remontées en plinthes complètes flexibles pour sol souple PVC composées de :

- Mise en œuvre de plinthes à fleur de mur de type supports de plinthes en aluminium ép.15mm, hauteur 95mm, fixation mécanique par visserie inox
- Sur doublage ou cloison 2 plaques de plâtre BA13, mise en oeuvre d'un "fond de plinthe" en MDF hydrofuge sur première plaque BA13, ép.10mm, hauteur 85mm. Doublage et cloisons, au lot 17 PLATRERIE, Coordination indispensable avec ce lot.
- Mise en oeuvre d'un "fond de plinthe" en MDF hydrofuge sur plinthes alu affleurantes, ép.6mm, hauteur 70mm
- Mise en oeuvre d'un profilé d'appui 20mm ou 32mm pour remontée en plinthe de chez GERFLOR ou équivalent
- Panneaux verticaux de laboratoire intégrant une ceinture réglable en pied pour intégration de la remontée de sol PVC en plinthe, affleurante avec le panneau
- Pose collée par double encollage sur support plaques de pâtre
- Hauteur 70 mm, continuité et relevé du sol PVC sur la hauteur de plinthes permettant de garantir l'étanchéité et d'atteindre le classement E3
- Compris traitement des angles rentrant et sortants par profils d'angle
- Comprenant tous détails et sujétions de mise en place pour parfaite étanchéité et garantissant le classement E3

Localisation :

Décartonnage, stockage, Entrée PUI et Contrôle (locaux non classés)

3.2.2.2. PLINTHES SUR CLOISON DE LABORATOIRE

L'entreprise devra l'ensemble de prestations relatives à la réalisation de remontées en plinthes complètes flexibles pour sol souple PVC composées de :

- Mise en œuvre d'un profilé d'appui 20mm ou 32mm pour remontée en plinthes de chez GERFLOR ou équivalent
- Panneaux verticaux de laboratoire, au lot 01 ENVELOPPE SALLES BLANCHES, intégrant une ceinture réglable en pied pour intégration de la remontée de sol PVC en plinthes, affleurante avec le panneau. Coordination indispensable avec ce lot.
- Pose collée par double encollage
- Hauteur 70 mm, continuité et relevé du sol PVC sur la hauteur de plinthes permettant de garantir l'étanchéité et d'atteindre le classement E3

RESTRUCTURATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

- Compris traitement des angles rentrant et sortants par profils d'angle
- Comprenant tous détails et sujétions de mise en place pour parfaite étanchéité et garantissant le classement E3

Localisation :

Sas du personnel et préparations stériles (locaux classés)

3.3. REPRISE DE SOL PVC U4P3

3.3.1. SOL PVC U4P3

L'entreprise devra, après dépose localisée du sol souple PVC existant à sa charge, l'ensemble de prestations relatives à la reprise du sol PVC existant après suppression de la douche de sécurité et du siphon de sol associé et après dépose des radiateurs et conduites par le lot CVC :

- 1 Suppression du siphon à la charge du présent lot
- 2 Dépose et évacuation ds radiateurs existants à la charge du lot CVC, Coordination à prévoir
- 3 Rebouchage de la réservation
- 4 Découpe soignée et déposes du revêtement de sol PVC au droit des équipements déposés ayant laissés un impact dans le revêtement de sol
- 5 Pose du nouveau revêtement PVC homogène U4P3 - référence identique au revêtement de sol existant
 - Monocouche PVC teinté dans la masse, calandré et pressé
 - Traitement de surface permettant un effet mat avec un entretien facilité et résistant aux produits hospitaliers
 - Excellente résistance au trafic intense et aux produits hospitaliers
 - Décors et teintes au choix de l'Architecte suivant localisations (plusieurs références à prévoir)

Caractéristiques du matériau :

- Revêtement de type MIPOLAM BIOCONTROL PERFORMANCE de chez GERFLOR ou équivalent
- Épaisseur totale : 2 mm
- Tenue au feu : Bfl - s1
- Classement UPEC : U4P3E2C2
- Produit antistatique et résistant aux produits hospitaliers
- Activité anti-virale selon la norme ISO21702, et activité anti-bactérienne selon la norme ISO22196
- Isolation phonique minimum au bruit de choc 5dB
- Classement selon la norme EN 685 : 34
- Glissance R9
- Finition mate
- Sa composition sera exempte de formaldéhyde, de phtalates, de métaux lourds et de substances CMR vPvB (très persistantes et très bioaccumulatives) et PBT (persistantes, bioaccumulatives et toxiques)
- Émissions dans l'air TCOV < 10 µg / m³, classement NF UPEC A+
- Matériaux 100% recyclable

Mise en œuvre :

- Pose au moyen d'une colle préconisée par le fabricant, sans solvant et à très faible émission, en respectant les prescriptions d'utilisation
- Compris remontées en plinthes périphériques avec profils complets PVC pour parfaite finition, à la charge du présent lot et décrit ci-après
- La pose du revêtement sera effectuée dans les règles de l'Art selon le DTU 53.2.

Localisation :

Locaux non stériles

3.3.2. REPRISE PONCTUELLE REMONTEE EN PLINTHES

Au droit des caissons placo réalisés en habillage des réseaux de chauffage existants, l'entreprise devra l'ensemble de prestations relatives à la réalisation de remontées en plinthes complètes flexibles pour sol souple PVC composées de :

- Découpe et dépose des remontées PVC existante
- Mise en œuvre d'un profil complet avec profil inox de finition en tête intégré de chez GERFLOR ou équivalent
- Pose collée par double encollage sur support plaques de plâtre
- Hauteur 100 mm, continuité et relevé du sol PVC sur la hauteur de plinthes permettant de garantir l'étanchéité et d'atteindre le classement E3
- Sol PVC HOMOGENE U4P3 de la gamme MIPOLAM de chez GERFLOR ou équivalent, même référence que le sol existant pour raccords invisibles
- Teinte du profil de finition Aluminium
- Profil de tête au nu du doublage ou de la cloison plaques de plâtre
- Compris traitement des angles rentrant et sortants par profils spécifiques
- Comprenant tous détails et sujétions de mise en place pour parfaite étanchéité et garantissant le classement E3

RESTRUCTURATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

Localisation :

LOCAUX NON STERILES : Ancienne salle de préparation

3.4. PROFILS DE TRANSITION

L'entreprise devra l'ensemble de prestations relatives à la fourniture et pose de profils de transition avec forme de pente, comprenant :

- Profil en Aluminium anodisé de chez SCHLUTER SYSTEMS ou équivalent
- Forme de pente, chanfrein 33%, hauteur à franchir 40mm maximum
- Système de fixation au sol
- Comprenant tous détails et sujétions de mise en place

La parfaite planéité des supports, et notamment au droit des portes, est nécessaire afin de garantir l'étanchéité des locaux. Un contrôle après préparations des sols est à prévoir ainsi que la réception des supports par les lots Cloisonnement et Menuiserie intérieure

Localisation :

Seuil des portes d'accès de l'entrée et du décartonnage donnant sur la circulation

3.5. PROTECTIONS MURALES PVC

L'entreprise devra l'ensemble de prestations relatives à la fourniture et à la pose d'un revêtement mural en panneaux PVC en crédence au-dessus des paillasse humides :

- Panneaux PVC rigide anti-bactérien, teinté dans la masse
- Traitement de surface permettant un effet mat avec un entretien facilité et résistant aux produits hospitaliers
- Excellente résistance à l'eau et aux produits hospitaliers
- Teinte unie au choix de l'Architecte dans la gamme du fabricant

Caractéristiques du matériau :

- Panneaux de type DECOCHOC H2O de chez SPM par GERFLOR ou équivalent
- Épaisseur totale : 1,5 mm
- Panneaux sur paillasse : L paillasse x ht 0,50 m + retours sur la profondeur de la paillasse
- Tenue au feu : Bs2d0 - M1
- Produit antistatique et résistant aux produits hospitaliers
- 100% anti-bactérien
- Finition finement grainée parfaitement adaptée aux pièces humides avec qualité déperlante
- Sa composition sera exempte de métaux lourds y compris de plomb & d'étain (valeurs négligeables, inférieures à 50 ppm) ainsi que de CMR1 et CMR2 permettant de recycler 100 % des chutes et de répondre à 7 cibles de la démarche HQE. La stabilisation thermique est réalisée au calcium - zinc. Le niveau d'émission de substances volatiles dans l'air intérieur a été testé (inférieur à 15 µg/m³) selon la norme ISO 16000-6 et est très faible (A+) selon le décret n° 2011-321 du 23 mars 2011 et l'arrêté d'application du 19 avril 2011. 100 % du produit est recyclable. Émissions dans l'air TCOV < 10 µg / m³, classement NF UPEC A+
- Matériaux 100% recyclable

Mise en œuvre :

- Hauteur crédence 50cm, au-dessus du dossier des paillasse humides, y compris retours
- Pose par encollage suivant prescriptions du fabricant. Le poseur devra au préalable s'être formé à la pose de ce système auprès du fabricant.
- Pose conforme aux prescriptions du fabricant, panneaux thermosoudés entre eux
- Les connexions avec des plinthes carrelées, selon localisation, seront effectuées par un joint silicone.

Localisation :

Entrée PUI et Décartonnage (au-dessus des paillasse humides)